

Bangladesh : les apprentis sorciers

mardi 16 janvier 2007, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 15 janvier 2007).

Le Bangladesh, un pays de 140 millions d'habitants, traverse depuis des mois une crise profonde qui prend, aujourd'hui, une tournure particulièrement inquiétante.

[La rubrique de langue anglaise est beaucoup plus fournie que la française sur le Bangladesh. Pour s'y reporter, cliquez sur la commande « traduction » dans la colonne de gauche]

La crise sociale majeure de 2007 débouche en 2008, au Bangladesh, sur une crise de régime aiguë.

La crise sociale. Les politiques néolibérales ont fini par plonger dans la misère des pans entiers du salariat (où l'espérance de vie est parfois tombée sous les 35 ans !) et ont provoqué, par leurs violences mêmes, de très importantes luttes, généralement spontanées. Ainsi, en mai-juin 2006, presque toutes les villes du pays ont été le théâtre de révoltes des travailleurs du secteur informel. Puis, en juin-juillet, ce sont les ouvrières et ouvriers du textile et de l'habillement (le principal secteur industriel du pays) qui sont entré en lutte, incendiant parfois ces entreprises où ils ne vivent qu'une cruelle surexploitation.

L'impasse politique. Les deux blocs politiques dominant sont engagés dans un bras de fer qui a conduit à l'impasse. Il s'agit avant tout d'une lutte de pouvoir qui oppose au sein des élites clans et « dynasties politiques ». En effet, le bloc gouvernemental de « centre droit » dirigé par le Parti national (BNP) et le bloc de « centre gauche » dirigé par la Ligue Awami poursuivent des politiques de plus en plus semblables. Le BNP courtise maintenant les « classes moyennes », considérées comme la base traditionnelle de son rival, alors que la Ligue Awami vient chasser sur ses terres islamistes. Cette dernière a en effet brutalement rompu avec ses références laïques en signant le 23 décembre 2006 un accord avec le parti fondamentaliste BMK qui prône une islamisation forcée du régime ; cet accord a provoqué une véritable levée de bouclier dans tous les milieux progressistes.

La crise institutionnelle. Depuis novembre, l'opposition au bloc gouvernemental a multiplié les manifestations de rues, dénonçant la corruption et bloquant les transports. Au moins 45 personnes ont été tuées dans les affrontements qui ont suivi. Le BNP a voulu imposer des élections, prévues pour le 22 janvier. Mais le 3 janvier, l'opposition a appelé au boycott et Dhaka, la capitale, et son port ont été paralysés trois jours durant.

Le président Iajuddin Ahmed a finalement dû repousser *sine die* les élections. Le 11 janvier, il a décrété l'état d'urgence avant de se retirer pour laisser place à un nouveau chef du gouvernement intérimaire, Fakhrudin Ahmed — un ancien gouverneur de la banque centrale !

Le « modèle pakistanais ». Ce qui se dessine est particulièrement inquiétant : la mise en œuvre du « modèle pakistanais » combinant politiques économiques néo-libérales, islamisation des lois, recours à la violence intercommunautaires pour briser les solidarités sociales, et instauration d'un régime autoritaire. Tels est le fruit amer de cet ordre sans merci qui les institutions financières internationales et la mondialisation capitaliste ont imposés au Bangladesh comme dans les autres pays de la région.